

## **TAXE COMMUNALE DE COLLECTE ET DE TRAITEMENT DES DECHETS MENAGERS**

### **REGLEMENT**

#### **ARTICLE 1er :**

Il est établi pour les exercices 2016 à 2019 inclus une taxe annuelle de collecte et traitement des déchets ménagers.

Cette taxe vise l'enlèvement et le traitement des déchets ménagers, leur valorisation ainsi que tous les services de gestion qui en découlent.

#### **ARTICLE 2 :**

La taxe est due pour l'année entière (pas de prorata) sans considération d'occupation effective des lieux par tout chef de ménage inscrit aux registres de population ou des étrangers de la commune au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice d'imposition.

Pour l'application du présent règlement, on entend par "chef de ménage" la personne de référence telle que définie par la Circulaire du 7 octobre 1992 relative à la tenue des registres de la population et des étrangers.

#### **ARTICLE 3 :**

Le taux de la taxe comprend une partie forfaitaire et une partie variable :

- a) la partie forfaitaire est recouvrée par voie de rôle: elle correspond au taux de la taxe tel que fixé à l'article 4 du présent règlement ;
- b) la partie variable de la taxe est perçue à l'occasion de la distribution de sacs à ordures ménagères ou PMC par la commune ou par tout intermédiaire au profit duquel elle s'est dessaisie ainsi que lors de la vente desdits sacs réglementaires.

#### **ARTICLE 4 :**

Le taux de la taxe est fixé comme suit :

- a) 104 euros par ménage composé d'une personne isolée;
- b) 186 euros par ménage composé de deux personnes;
- c) 144 euros par famille monoparentale composée de deux personnes;
- d) 193 euros par ménage composé de trois personnes;
- e) 149 euros par famille monoparentale composée de trois personnes;
- f) 200 euros par ménage composé de quatre personnes;
- g) 153 euros par famille monoparentale composée de quatre personnes;
- h) 207 euros par ménage composé de cinq personnes et plus;
- i) 158 euros par famille monoparentale composée de cinq personnes et plus.

Le taux de la taxe est toutefois fixé forfaitairement à 25 € pour les bénéficiaires au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice d'imposition de la G.R.A.P.A. (garantie de revenus aux personnes âgées), d'un revenu d'intégration émanant exclusivement du CPAS, ou d'une aide équivalente au revenu d'intégration émanant exclusivement du CPAS.

La détermination de la qualité de redevable s'effectue sur base des informations légales figurant dans les registres de la population au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice d'imposition.

La taxe est due indépendamment de l'utilisation de tout ou une partie des services d'enlèvement et de traitement des déchets.

#### **ARTICLE 5 :**

Sont exonérés de la taxe :

- a) la personne (ou les personnes) à charge de laquelle (ou desquelles) incombe le paiement de la taxe suite au décès du redevable survenu dans les trois premiers mois de l'exercice ;
- b) le chef de ménage inscrit explicitement dans les registres de population comme étant en « communauté » au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice d'imposition ;
- c) le chef de ménage inscrit dans les registres de population, au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice d'imposition, dans un centre d'accueil de demandeurs d'asile ;
- d) le chef de ménage inscrit en adresse de référence dans les registres de population au 1er janvier de l'exercice d'imposition.

#### **ARTICLE 6 :**

La partie forfaitaire de la taxe couvre les services de gestion des déchets et comprend la collecte et le traitement des déchets d'un nombre de sacs équivalant à la production d'ordures ménagères brutes de chaque ménage.

La partie forfaitaire couvre également la collecte de porte-à-porte :

- a) des ordures ménagères brutes (OMB), à savoir les ordures ménagères résiduelles après le tri des ménages ;
- b) des PMC et des verres ainsi que des papiers et cartons ;
- c) l'accès des ménages aux parcs à conteneurs pour se débarrasser de manière sélective, après tri de leurs déchets : des déchets inertes, des encombrants ménagers, des déchets d'équipements électriques et électroniques, en abrégé DEEE, des déchets verts et/ou des déchets organiques, des déchets de bois, des papiers et cartons, des PMC, de verre, de textile, des métaux, des huiles et graisses alimentaires usagées, des huiles et graisses usagées autres qu'alimentaires, des piles, des petits déchets spéciaux des ménages, en abrégé DSM, des déchets d'amiante-ciment, des pneus usés ;
- d) la fourniture de sacs à ordures ménagères telle qu'établie à l'article 8 du présent règlement.

La taxe forfaitaire inclut le service minimum suivant pour les ménages ayant accès aux conteneurs collectifs :

- La mise à disposition de conteneurs collectifs avec contrôle d'accès informatisé ;
- La fourniture d'un badge par ménage afin de commander l'ouverture du conteneur ;
- Un nombre d'ouvertures de conteneur collectif équivalant au volume total de sacs à ordures ménagères octroyés aux ménages non utilisateurs de conteneurs collectifs sur la base de l'article 8, arrondi à l'unité supérieure en cas de décimale.

En cas de déménagement dans l'entité entre une zone pilote dans laquelle le ramassage des déchets résiduels est organisé en conteneurs collectifs, et une zone dans laquelle la collecte est organisée de porte-à-porte, le pro rata non consommé de service minimum sera échangé soit en ouvertures de conteneur collectif soit en sacs à ordures ménagères, dans la limite du service minimum annuel octroyé.

#### **ARTICLE 7 :**

La partie variable de la taxe comprend notamment la collecte et le traitement des déchets déposés au-delà des quantités prévues à l'article 6 du présent règlement et correspond à l'achat de sacs poubelle réglementaires vendus par rouleau de dix unités ou au détail.

Pour les ménages ayant accès aux conteneurs collectifs, la taxe proportionnelle est établie à 0,50 € par ouverture de 30 litres supplémentaire au-delà du service minimum tel que défini à l'article 6.

#### **ARTICLE 8 :**

Chaque exercice d'imposition donne droit à tout chef de ménage tel que visé à l'article 2 à la délivrance par la commune ou par tout intermédiaire au profit duquel elle s'est dessaisie, de sacs poubelle de 40 ou 60 litres selon le détail ci-après :

- a) 20 sacs poubelle de 40 litres par ménage composé d'une personne isolée;
- b) 20 sacs poubelle de 60 litres par ménage composé de deux personnes;
- c) 20 sacs poubelle de 60 litres par famille monoparentale composée de deux personnes;
- d) 30 sacs poubelle de 60 litres par ménage composé de trois personnes;
- e) 30 sacs poubelle de 60 litres par famille monoparentale composée de trois personnes;
- f) 30 sacs poubelle de 60 litres par ménage composé de quatre personnes;
- g) 30 sacs poubelle de 60 litres par famille monoparentale composée de quatre personnes;
- h) 30 sacs poubelle de 60 litres par ménage composé de cinq personnes et plus;
- i) 30 sacs poubelle de 60 litres par famille monoparentale composée de cinq personnes et plus.

**ARTICLE 9 :**

Au surplus, la commune ou tout intermédiaire au profit duquel elle s'est dessaisie, délivre à tout chef de ménage tel que visé à l'article 2, un rouleau de 20 unités de sacs PMC.

**ARTICLE 10 :**

Les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, et de l'arrêté royal du 12 avril 1999, déterminant la procédure devant le gouverneur ou devant le collège communal en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale.